

Le gouvernement fédéral est en mesure d'obtenir des capitaux à meilleur marché. Les emprunts peuvent être mieux organisés et ce sera dans l'intérêt de tout le pays.

Une autre mesure qu'il faudra tâcher de prendre pour moins dépendre des États-Unis et de son influence sur notre économie, c'est encourager les investisseurs canadiens à investir chez eux de façon à ce que nous ayons davantage notre économie en main. Il y a bien des façons de le faire. Le gouvernement pourrait notamment jouer un rôle actif dans les secteurs qui sont actuellement entièrement ou en bonne partie sous mainmise étrangère. Le gouvernement précédent a certainement beaucoup fait pour assurer, pour la première fois, une forte présence canadienne dans un secteur appartenant presque entièrement à des intérêts étrangers, l'industrie pétrolière. Maintenant, nos amis du gouvernement nous disent que nous avons eu tort, que nous ne devrions pas mécontenter nos voisins américains qui ont ce secteur sous leur coupe.

Je me demande ce que les Canadiens doivent attendre du gouvernement actuel. Nous avons entendu parler de la hausse du coût du chauffage et du prix de l'essence. L'inflation augmente rapidement, ce qui réduira le nombre d'emplois disponibles cet hiver. Bien sûr, cela va nettement aggraver le chômage. Le gouvernement a déjà sacrifié des milliers d'emplois canadiens au nom de la politique conservatrice.

Au cours de leur campagne, les députés conservateurs ont promis de stimuler l'économie, mais que s'est-il passé depuis? Nous avons perdu un marché en Argentine.

J'aimerais dire sur le parquet de la Chambre des communes que, il y a quelque temps, j'ai reçu un appel téléphonique d'une compagnie privée participant aux négociations de vente de réacteurs Candu. L'homme en question voulait savoir pourquoi le gouvernement intervenait directement dans les négociations qui se poursuivaient, ce qui aurait sans aucun doute des effets désastreux pour la vente de réacteurs Candu. C'était environ trois ou quatre semaines après cet appel téléphonique que la décision de l'Argentine a été annoncée.

Bien que la presse ait attribué la perte de cette vente en partie aux agissements ou aux déclarations du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M^{lle} MacDonald), je ne doute pas que cet échec découle de la division qui existait au sein du cabinet entre ceux qui étaient pour et ceux qui étaient contre la production et la vente de réacteurs nucléaires. Le retard à prendre une décision et le désir d'aller lentement jusqu'à ce que le gouvernement ait finalement adopté une politique étaient peut-être les vraies raisons qui nous ont fait perdre cette vente à l'Argentine. Nous en avons aussi perdu au Mexique et au Japon.

Nous en avons certes perdu au Moyen-Orient. Un matin j'ai reçu un autre appel téléphonique, cette fois d'un administrateur de Bell Canada. Il m'a dit: «Qu'allez-vous faire, Hal? Nous avons plus de 500 millions de dollars de contrats en suspens à l'heure actuelle au Moyen-Orient; il y a des milliers d'emplois canadiens en jeu.»

J'ai posé une question à la Chambre au ministre d'État chargé du Commerce international (M. Wilson) parce que, aux Communes, nous n'avons pas de ministre responsable de ce domaine—il est à l'autre endroit. Le ministre d'État chargé du Commerce international m'a répondu qu'il était au courant

Pouvoir d'emprunt

de certaines difficultés, mais non d'annulations de contrats. Puis, le lundi suivant, le jour ouvrable suivant, il a précisé que quelque 4 millions de dollars de contrats avaient été annulés. La question ne se rapportait pas aux 4 millions de dollars de contrats annulés, aussi sérieux que cela puisse être. Elle avait trait aux 500 millions de dollars de contrats qui étaient en suspens, qui faisaient l'objet de négociations, étaient retardés et pouvaient avoir été perdus. J'avais aussi mentionné dans ma question qu'on ne permettait même pas aux compagnies canadiennes de faire des offres en Iraq. Cela était particulièrement difficile dans le cas de l'aéroport à Téhéran.

Une voix: C'est 4 millions de dollars de perdus.

M. Herbert: C'est exact. Les membres du gouvernement conservateur avaient annoncé leur intention au cours de la campagne de stimuler l'économie et cela s'est traduit jusqu'ici par des pertes de contrats et d'emplois pour les Canadiens partout dans le monde, et cela a manifestement eu de sérieuses répercussions sur l'économie.

En terminant, je ne puis que dire . . .

Une voix: Il termine enfin.

M. Herbert: Cela vaut peut-être mieux parce qu'il y aurait tellement de choses à dire qu'on pourrait parler pendant des heures des erreurs du gouvernement depuis le peu de temps qu'il est au pouvoir. Il est incroyable qu'un gouvernement, qui a disposé de tellement de temps sans affronter la publicité de la Chambre, ait échoué si lamentablement sur le plan économique.

● (2050)

Tout ce que je peux dire, monsieur l'Orateur, c'est que le gouvernement ne nous donne aucun choix en ce qui concerne ce pouvoir d'emprunt. Il n'est pas question pour nous de dire que nous lui refusons ce qu'il demande. Nous ne savons pas si le ministre des Finances a vraiment besoin de ces sept milliards de dollars, mais il trouvera éventuellement le moyen d'instituer des programmes pour les y dépenser et, à ce moment-là, il reviendra à la Chambre pour demander plus d'argent. Je lui signale que c'est la première fois qu'il demande à la Chambre une autorisation de dépenser. La prochaine fois qu'il demandera de l'argent à la Chambre, il devra présenter ses propres prévisions de dépenses et de recettes et il devra indiquer clairement comment il calcule ses besoins, notamment pourquoi il a maintenant besoin de sept milliards de dollars et ce qu'il compte faire avec cet argent. Même s'il ne m'écoute pas, je lui signale que pour ma part, je ne me prononcerai certainement pas en faveur de l'octroi d'un pouvoir d'emprunt une autre fois si je n'obtiens pas de réponses à ces très importantes questions. Merci, monsieur l'Orateur.

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Monsieur l'Orateur, si vous me permettez de mentionner un détail personnel, j'aimerais signaler qu'il y a un an exactement que je suis arrivé à la Chambre. J'y suis arrivé le 25 octobre 1978 et j'ai eu ce jour-là l'occasion de prononcer un discours à la Chambre pour la première fois. C'est curieux mais j'avais parlé ce jour-là du pouvoir d'emprunt de 17 milliards de dollars que demandait le gouvernement libéral de l'époque.